

JEAN LASSALLE

jeanlassalle2017.fr

A l'attention des associations professionnelles de la
Gendarmerie et associations de conjoints de gendarmes

Paris, Lourdios-Ichère, le 13 avril 2017

Madame, Monsieur,

Vous m'interpellez, en tant que candidat à cette présidentielle, sur ce que je prévois de réaliser au cours de mon mandat, si les Françaises et les Français, comme je l'espère, me font confiance.

Je vous remercie pour votre engagement pour notre société, et votre contribution à la réflexion nationale.

Vous vous souvenez peut-être de mes débuts comme député, quand l'État, ouvrant le tunnel du Somport, a envisagé de fermer la gendarmerie chargée de sa sécurité. J'avais attiré l'attention du Ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, en entonnant « Aqueros Mountanhos », en juin 2003. Aujourd'hui la gendarmerie veille encore sur le tunnel du Somport.

Je voulais, au-delà du cas de la gendarmerie d'Urdo, défendre les territoires délaissés de notre pays. Partout l'État s'est débarrassé de ses missions en les transmettant aux collectivités locales ou sur des entreprises privées, ce qui coûte tout aussi cher. Il a obligé ses services à devenir des contrôleurs, qui font peur et dissuadent d'entreprendre. Les gestionnaires de la santé accumulent toujours plus de rapports et de statistiques pendant qu'on supprime des postes d'aides-soignantes. Les bureaux de l'Éducation Nationale produisent, à jet continu, des « instructions officielles » qui n'aident en rien les enseignants. L'Office National des Forêts, ou ce qui en reste, est devenu une machine à dresser des PV. Les brigades de gendarmerie ont été fermées et « regroupées » dans les villes... Et maintenant, il veut privatiser le contrôle de la sécurité routière par les patrouilles équipées de radars, mission évidemment régaliennne.

Je mettrai fin à cet abandon. Je reconstruirai un État au service des Français. Il faut que de haut en bas ce soit une chaîne bienveillante, qui aide et agit, des quartiers des grandes métropoles jusqu'aux vallées de montagne.

Je réinstallerai aussi nos forces de police et de gendarmerie sur tout le territoire, dans les bourgs et dans les quartiers difficiles. J'inverserai le regroupement des brigades et recréerai la proximité. Ce sont 2 000 nouveaux bureaux de police et de gendarmerie que nous devons ouvrir. Chaque équipe comprendra des îlotiers. Et surtout, nous assurerons une présence 24 heures sur 24. Chaque habitant saura qu'il peut recourir à eux à tout moment, soit en allant sur place, soit en les appelant. C'est comme cela que nous recréerons le lien de confiance et de sympathie, entre les habitants et les policiers et gendarmes. C'est cela une « police, ou une gendarmerie, de proximité ».

Prendre des sanctions immédiates en cas d'infraction serait, je crois, efficace. Quand quelqu'un s'est rendu coupable, et se retrouve en suspens, à attendre une convocation au tribunal pendant des mois, parfois des années, cela peut lui donner un étrange sentiment

d'impunité, ou d'inefficacité de la Justice. Comment peut-on même avoir été condamné à de la prison et attendre des mois, chez soi, en travaillant normalement, que l'on vous dise qu'il y a de la place et que vous devez tout arrêter pour aller y séjourner ?

Nous connaissons tous des personnes qui ont échappé au risque de tomber dans la délinquance, parce qu'à leur première bêtise, un gendarme ou un policier a tout de suite su leur faire prendre conscience du danger, et peut-être leur a permis de réparer les dégâts en évitant qu'ils se retrouvent avec un casier.

Nous recruterons pour cela des milliers de gendarmes et de policiers, pour revenir au moins aux effectifs de 2007. Nous les renforcerons aussi avec les jeunes appelés qui le souhaiteront et en seront jugés aptes.

Car notre société est morcelée, notre jeunesse ne se comprend plus elle-même. C'est pour cela que je restaurerai le service national. Je l'étendrai à tous les jeunes, garçons et filles. Je veux que chacun, à l'entrée dans la vie active, vive l'expérience de missions réussies, dans l'intérêt de la société, conduites en commun avec d'autres. Les jeunes en service national seront envoyés sur le territoire, villes et campagnes, en groupes organisés, encadrés et formés, là où on a besoin d'eux.

Aujourd'hui dans la ville, et même dans des villages désertés, les yeux s'évitent, on ne se parle plus, chacun cache son regard dans son écran de téléphone.

Beaucoup de personnes n'ont plus de contact dans la vraie vie avec des associations ou des assistantes sociales, mais elles se confient sur les réseaux sociaux ou des forums internet, où elles demandent conseil. Combien de fois entendons-nous parler d'une tentative de suicide dont l'auteur n'a parlé à personne, mais qu'il a annoncée par un message Facebook. Organisons-nous pour repêcher à temps ces bouteilles à la mer ; formons les modérateurs bénévoles des forums et apprenons de leur expérience ; découvrons comment les travailleurs sociaux peuvent étendre leur présence dans ce monde virtuel où se nouent aussi des tragédies.

Accueillir de façon correcte et adaptée, dans nos brigades, les femmes ou les mineurs victimes de violences. Aujourd'hui une femme qui a été violée et se présente pour porter plainte, devra se rendre toute seule aux urgences pour y être examinée ! Est-ce humain ? Trouvons et finançons aussi des familles d'accueil pour les personnes victimes de violences dans leur foyer.

Nous avons de grands progrès à faire pour nous libérer des addictions. De nombreux maires, éducateurs, médecins m'ont dit s'inquiéter de la recrudescence de la consommation de drogue chez les plus jeunes. La cruauté de notre temps, l'éclatement, pour diverses raisons, de la cellule familiale, y contribuent certainement. Mais ce fléau frappe bien au-delà des jeunes ou de personnes en difficulté.

Nous devons reconnaître l'échec des politiques maintenues telles quelles depuis trente ans, une répression officielle mais presque inappliquée, et accepter une rupture. Commençons par faire le bilan de ce qui a été tenté jusqu'ici, chez nous comme ailleurs. Cherchons à mieux aider ceux qui n'ont plus actuellement aucune chance de s'en sortir seuls. Redonnons le goût d'une vie normale, à des hommes et des femmes qui ont perdu les raisons d'y croire et d'espérer.

Vous savez que nos communes, villes ou villages, sont entravées dans le roncier inextricable de « compétences » qu'ont créé les lois NOTRe, MAPTAM, Régions.

J'abrogerai ces lois.

Les communes redeviendront, comme ailleurs en France, libres de s'associer ou non. La plupart d'entre elles trouveront sans doute plus efficaces de gérer leurs affaires de façon

autonome, sous la surveillance démocratique de leur Conseil. D'autres se réuniront en intercommunalités à taille humaine, outils de facilitation.

Je reconnâitrai au Maire des pouvoirs de police plus larges. Il devrait pouvoir régler lui-même, avec ses services, des troubles de voisinage ou des conflits autour des commerces. Nous devons aussi aider les polices municipales à gérer l'espace public, en leur donnant accès aux fichiers nationaux des véhicules et des permis.

Je veux aussi rendre le renseignement plus réactif, en raccourcissant les chaînes de signalement. J'autoriserai chaque membre des Armées, de la gendarmerie ou des Polices, à avertir les services concernés par un événement, sans que cette information soit freinée par la chaîne hiérarchique. Les rapports papier ne permettaient pas de le faire simultanément, mais ce devrait être immédiat à l'ère du numérique.

L'information sur le risque terroriste devra remonter directement au Premier Ministre, responsable de la Défense Nationale, et la coordination de la lutte anti-terroriste pourrait dépendre directement de lui. La Gendarmerie serait ainsi plus pleinement intégrée dans la communauté du renseignement.

Nous avons beaucoup de choses à faire pour retaper la France, pour remettre notre société en route, pour qu'elle relève la tête.

J'ai absolument besoin pour cela de la Gendarmerie, présente sur tout le territoire, aux côtés des maires. Je compte sur vous.



Jean LASSALLE